

Depuis quelques jours, **la préfecture de Gironde a pris la décision d'évacuer plusieurs squats dans la métropole Bordelaise, soit environ 200 personnes**, dont certains restent sans solution d'hébergement à ce jour et viennent s'ajouter aux nombreux refus 115 quotidiens, et, ce, en pleine période de canicule. La préfecture affirme vouloir poursuivre les expulsions dans les prochains jours sachant que l'on estime à environ 1500 le nombre de personnes vivant en squat, bidonville ou campement dans le département.

Sur le terrain, les associations, collectifs et citoyens ne peuvent plus gérer l'urgence et font face à des situations inhumaines dans ce contexte de canicule. Jour après jour, ces évacuations entraînent « un bricolage » avec les moyens du bord : des hébergements de fortune totalement inadaptés qui ne peuvent garantir la dignité et l'intégrité physique des personnes concernées. **Les conséquences de cette gestion de remise à la rue ne devraient pas reposer sur la générosité et l'engagement d'associations parfois bénévoles et de citoyens qui sont aujourd'hui à bout de force et qui ne se sentent ni soutenus ni accompagnés par les pouvoirs publics.**

Cette politique massive et systématique d'expulsion des squats est extrêmement imprudente, de surcroît en période de forte chaleur. Cela expose des publics très vulnérables à l'épreuve de la rue, dégradant de manière accélérée leur état de santé et entraînant des ruptures de parcours d'insertion ou de soins.

Par ailleurs, nous nous interrogeons sur l'effectivité et l'efficacité des diagnostics « sociaux » réalisés en amont des expulsions auprès des personnes concernées : ils ne sont pas systématiques et ne débouchent pas toujours sur une proposition d'hébergement, contrairement à ce que prévoit la loi (en témoignent les 200 personnes dont une vingtaine d'enfants encore à la rue ce jour).

Face à cette situation de crise et compte tenu du risque immédiat pour la santé des personnes remises à la rue, nous demandons :

- **La suspension des expulsions** tant que des solutions de relogement dignes ne peuvent être proposées aux personnes, avec un accompagnement social et sanitaire adapté et continu.
- **Une prise en charge inconditionnelle** de toutes les personnes présentes dans ces squats, quel que soit leur statut administratif.
- **L'engagement de l'État pour une orientation rapide** des personnes vers des centres d'hébergement dignes et pérennes pour éviter la reconstitution de nouveaux squats ou bidonvilles dans les jours et semaines à venir.

Contacts presse :

Fédération des acteurs de la solidarité
Audrey-Jane BALDI - Responsable Communication
audrey-jane.baldi@federationsolidarite.org
06.17.80.03.52

Fédération des Acteurs de la Solidarité Nouvelle-Aquitaine

Catherine ABELOOS - Vice-Présidente //catherine.abeloos@federationsolidarite.org"

target="_blank">catherine.abeloos@federationsolidarite.org

06.85.53.31.28

Romain JOUBERT - Chargé de mission Hébergement Logement

//romain.joubert@federationsolidarite.org"

target="_blank">romain.joubert@federationsolidarite.org

07.68.20.09.77